

# Poverty knowledge : social science, social policy, and the poor in twentieth century U.S. history [Alice O'Connor]

Autor(en): **Leimgruber, Matthieu**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **13 (2006)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.04.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

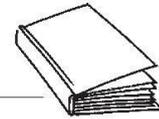
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



among the elite, (29, 203) for example between the established bourgeoisie and the *nouveaux riches*.

All the contributors succeed in linking methodological and terminological considerations and reasoning with concrete stories of individuals, institutions and ideas which made their way across the oceans, like Friedrich W. Raiffeisen's model of agricultural-financial co-operations, first conceived in the impoverished 19th-century Westerwald, a rural area southwest of Cologne, then disseminated in India by British civil servants, and there adopted in 1907 by the Boston businessman Edward A. Filene, who, finally, participated in the creation of the US credit union movement. (63, 68) The collection offers a range of definitions of "philanthropy" and "patronage", which enriches our own understanding. A particularly valuable achievement is the inclusion of smaller places like Dresden and Leipzig, or the rural American Midwest, whereas most of the existing studies focus on larger cities like London, Frankfurt and Hamburg, or the big cities on the American East Coast.

The book's introduction does not make explicit why one part is specifically focusing on "Jewish Philanthropy". The contributions, though, agree that Jewish engagement was remarkably strong. By the sheer number of their institutions alone (many of them targeting a clientele beyond their ethnic/religious community), Jews were clearly over-represented, relative to their portion of the overall population. Yet, as Simone Lässig shows, this may be explained rather by the overwhelming number of Jews within the new bourgeois elite (also stated by Fuchs & Hoffmann, 112 f.) than by a specific Jewish inclination to charitable engagement. (214 f.) In any case, the essays of Part Three certainly encourage a comparison with other faith-based approaches to philanthropy, of

which Hammack already gives vivid examples. (88–90) Useful preliminary considerations to such a wider approach have already been provided by: Olaf Blaschke and Abigail Green (Olaf Blaschke (ed.), *Konfession und Konflikt. Deutschland im zweiten konfessionellen Zeitalter*. Göttingen 2001; Abigail Green, «Rethinking Sir Moses Montefiore: Religion, Nationhood and International Philanthropy in the Nineteenth Century», *American Historical Review* 110/3 (2005), 631–657.

The essays of this book, including both theory and empirical research, will offer a stimulating read and open new perspectives to anyone working in this and in related fields.

*Klaus Weber (London)*

**ALICE O'CONNOR  
POVERTY KNOWLEDGE  
SOCIAL SCIENCE, SOCIAL POLICY,  
AND THE POOR IN TWENTIETH  
CENTURY U. S. HISTORY**

PRINCETON, PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 2001,  
373 P., \$ 50.–

La recherche scientifique sur la pauvreté contribue-t-elle à la réduction de la misère et des inégalités sociales? Quelles sont les relations entre sciences sociales, politique sociale et le pouvoir? Voici deux des questions auxquelles Alice O'Connor tente de répondre en suivant le parcours centenaire de la «connaissance de la pauvreté» (*poverty knowledge*) aux Etats-Unis, pays qui ne cesse de redécouvrir, de manière quasi cyclique, le paradoxe de la «pauvreté au sein de la prospérité».

Depuis les *social surveys* produites par des enquêteurs progressistes arpétant les quartiers ouvriers des grandes métropoles américaines, jusqu'aux polémiques de Charles Murray contre la «dépendance» produite par l'Etat social

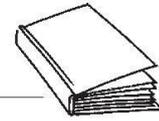
(*Losing Ground*, 1984), l'auteure passe en revue les classiques de l'écologie sociale produits par l'École de Chicago, les travaux de sociologues tels que W. E. B. Du Bois, Gunnar Myrdal, et William Julius Wilson, ainsi que les essais marquants de Michael Harrington (*The Other America*, 1962) ou Patrick Moynihan (*The Negro Family*, 1965). Alice O'Connor, qui a officié comme coordinatrice d'un projet de recherche sur la pauvreté urbaine pour la Ford Foundation avant de rejoindre le monde académique, souligne le désintérêt croissant de la recherche sur la pauvreté pour les racines structurelles de l'inégalité et de la misère dans les sociétés capitalistes. Cette déconnexion progressive avec l'économie politique nourrit une dérive vers des interprétations individualisantes et moralisantes qui fustigent les soit disantes pathologies et déviations des pauvres.

En parallèle à cette histoire sociale et intellectuelle des grands courants sociologiques, anthropologiques et ethnographiques ayant marqué la recherche américaine sur la pauvreté, O'Connor s'intéresse à l'institutionnalisation du *poverty knowledge* au sein des universités et de l'appareil d'Etat. L'auteure insiste en particulier sur le rôle des grandes fondations philanthropiques (Russell Sage, Rockefeller, Ford, Urban Institute). Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, ces organismes privés, acteurs clés des politiques de recherche étasuniennes, offrent un financement et un cadre institutionnel au *poverty knowledge*, et jouent un rôle clé dans la légitimation de ce savoir. Ce sont ainsi elles qui soutiennent les premières enquêtes sur la pauvreté urbaine, conduites en dehors des circuits universitaires.

Ce double mouvement de déconnexion et d'institutionnalisation a son prix. Empreintes d'idéaux réformistes, les grandes fondations philanthropiques fondées par des magnats de l'industrie rechignent à soutenir des recherches qui dévoilent les

contradictions de l'économie de marché. Les choix de recherche sont ainsi marqués par le désir de soulager la misère tout en assurant la pérennité du capitalisme. L'intégration du *poverty knowledge* dans des universités dont le financement dépend du soutien privé contribue également à faire de cette branche des sciences sociales une science aseptisée, peu à même de défendre celles et ceux dont elle espérait à l'origine améliorer la situation. Durant la dernière décennie du 20<sup>e</sup> siècle, l'influente industrie de la recherche sur la pauvreté (*poverty research industry*) est ainsi étroitement liée à la formation des politiques d'aide sociale, mais ne parvient ni à contrer le renouveau des interprétations paupéristes de la misère sociale, ni à empêcher des contre-réformes de l'aide sociale qui aggravent la misère des millions d'Américain(e)s.

O'Connor identifie trois moments clés pour comprendre cette évolution centenaire. La première partie de l'ouvrage se penche tout d'abord sur les origines de la recherche sur la question sociale durant l'Ere progressiste (1890–1910). Elle souligne le rôle pionnier des études engagées dans la production d'une science qui contribue à «dé-paupériser» la pauvreté. En combattant l'idée victorienne d'une fatalité de la misère sociale et en dévoilant les racines structurelles (chômage, bas salaires, etc.) de la misère produite par l'industrialisation, le *poverty knowledge* se donne alors pour but de favoriser l'assimilation des immigré·e·s pauvres dans la société américaine. Si cet objectif garde toute son importance durant le New Deal, période de crise profonde du capitalisme américain, O'Connor souligne la concentration croissante des recherches portant sur la pauvreté de la minorité afro-américaine. Confrontés à la grande migration des populations rurales du Sud vers des villes comme Chicago, Detroit ou New York, les chercheurs identifient la désin-



tégration de la famille afro-américaine comme un cadre social qui nourrit et reproduit la pauvreté. Ce «retard culturel» et les «pathologies de la pauvreté» induites par l'héritage de l'esclavage en viennent ainsi à concurrencer les interprétations basées sur l'économie politique.

C'est dans la deuxième partie de l'ouvrage, centrée sur la lutte contre la pauvreté durant les administrations Kennedy et Johnson, que les contradictions de ce tournant culturaliste deviennent flagrantes. Dans un contexte marqué par l'optimisme des années de croissance, la montée des approches behavioristes et des théories de la modernisation amène une marginalisation toujours plus grande du travail social et de l'investigation sur les conditions de travail (*industrial research*) qui étaient à la base des recherches sur la pauvreté durant la première moitié du siècle. Alors que l'évaluation de données multi-variées relègue au second plan les études plus qualitatives, la catégorisation des pauvres comme «population à part» – par opposition à une normalité de race blanche et de classe moyenne – renforce la stigmatisation des familles défavorisées «dysfonctionnelles», le plus souvent noires et monoparentales. Ce rétrécissement a pour conséquence un paradoxe ironique. La *poverty research*, fière de son objectivité et revendiquant sa neutralité politique, devient durant les années 1960 une véritable «science fédérale» dotée de généreux subsides et pilotant d'importants programmes liés à la *War on Poverty*. Pourtant, dans le même temps, la construction symbolique de la pauvreté comme un «monde à part» (Harrington) renforce les analyses fustigeant le «cercle vicieux» (Moynihan) de la «culture de la pauvreté» (Wilson) dans les ghettos. Ces concepts traduisent la frustration croissante des experts progressistes face à une pauvreté qui demeure obstinément étanche aux politiques de croissance keynésienne. Ils

sont toutefois immédiatement repris au vol par les milieux conservateurs, prompts à les utiliser pour dénoncer l'inefficacité des programmes d'aide sociale en faveur des minorités ethniques.

C'est dans une fin de siècle marquée par l'austérité permanente, la flexibilisation des conditions de travail et l'abandon de la lutte contre les inégalités sociales que les apories du *poverty knowledge* éclatent au grand jour. Empêtrée dans un large consensus «centriste» en faveur d'une refonte du *welfare*, la recherche sur la pauvreté subit tout d'abord de plein fouet la croisade conservatrice des présidences Reagan et Bush. Reprenant à leur compte des concepts issus de la *poverty research industry*, les discours néo-victoriens sur la «dépendance à l'aide sociale» (*welfare dependency*) et le nécessaire tri entre pauvres «méritants et «non méritants» (*deserving and underserving poor*) signalent ainsi la «re-paupérisation» du *poverty knowledge*. Après douze ans de traversée du désert, la présidence Clinton ne fait que précipiter la déroute du *poverty knowledge*. Contre l'avis quasi unanime de l'establishment de la *poverty research* qui avait naïvement porté tous ses espoirs dans un illusoire changement de trajectoire, c'est en effet un président démocrate, acquis à la *welfare reform*, qui proclame en 1996 «la fin de l'aide sociale» (*the end of welfare as we know it*) et son remplacement par la «mise au travail» (*workfare*) de ses bénéficiaires dans des emplois qui paient des salaires de misère.

Cette étude très riche illustre de manière magistrale l'impasse dans laquelle se retrouvent les sciences sociales qui délaissent un nécessaire regard critique sur la source des inégalités sociales pour se concentrer sur l'expertise technocratique. Des très arbitraires «seuils» de pauvreté aux *working poor* – terme savant et aseptisé pour désigner ce l'on n'ose plus nommer la *working class* – Alice O'Connor nous

rappelle ainsi que les définitions ne sont pas innocentes et peuvent avoir un impact direct, et des plus délétère, sur la vie concrète des oubliés de la prospérité.

*Matthieu Leimgruber (New York)*

**MARC ABELES  
LES NOUVEAUX RICHES  
UN ETHNOLOGUE  
DANS LA SILICON VALLEY**

PARIS, ODILE JACOB, 2002, 278 P., € 22,50

L'ouvrage de Marc Abélès porte mal son titre. Plus que la formation d'une nouvelle élite économique, il a pour objet le développement de pratiques philanthropiques parmi les fraîches fortunes du secteur des nouvelles technologies en Californie. Produit d'un séjour de trois mois dans la Silicon Valley et autour du campus de Stanford, il est divisé en quatre chapitres. Le premier décrit les traits distinctifs de cette société de la Silicon Valley qui s'est formée à partir de l'essor spectaculaire de l'économie de l'informatique et de l'électronique, il esquisse son histoire, sa structure professionnelle et sociale, ses coutumes et habitudes de vie. L'ethnologue propose ensuite une brève histoire de l'activité philanthropique aux Etats-Unis jusqu'à la fin des années 1990, en essayant de comprendre l'évolution des ressorts de ce qu'il appelle plus largement l'«ethos charitable» américain. (69) Les deux derniers chapitres sont consacrés aux pratiques et aux discours de ceux que la presse américaine appelle depuis 2000 les «nouveaux philanthropes», produits par la non moins «nouvelle» économie. Ils s'appuient sur un peu plus d'une dizaine d'exemples de structures philanthropiques fondées dans les 15 dernières années sur la côte Ouest des Etats-Unis. Avec l'ouvrage récent de Nicolas Guilhot, le livre de Abélès représente une des seules approches en

langue française de la philanthropie américaine la plus contemporaine.

Le rappel des étapes de la constitution, depuis la fin du 19e siècle, d'un champ philanthropique est entrepris afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle à la nouvelle richesse correspondrait une nouvelle forme de charité. Il permet de revenir sur le problème des motifs de l'action philanthropique. Abélès récuse les lectures psychologiques et les analyses exclusivement économiques – par l'intérêt à fuir la pression fiscale notamment – de la propension au don des Carnegie, Rockefeller, Ford, et autres grandes fortunes, nombreuses, du capitalisme américain. (113) Il fait droit à une lecture culturaliste du développement singulier de la philanthropie aux Etats-Unis – beaucoup plus massive et diffuse qu'en Europe pour toutes les pratiques de don, en incluant aussi toutes les formes de charité, bénévolat et volontariat (108) – celui-ci étant dû, selon lui, à l'ambivalence intrinsèque de l'argent possédé en grande quantité dans une société dominée par les valeurs religieuses puritaines. (111 s.) Une autre continuité résiderait dans le désir des philanthropes d'éviter la confrontation sociale, la «hantise du conflit social violent» (73) avec les plus démunis ou exploités. On sait que le tournant de Carnegie ou de Rockefeller vers la philanthropie s'origine dans des grèves réprimées dans le sang et dans la crainte de la révolte. Le point de vue philanthropique américain est ainsi essentiellement réformateur et «mélioriste», il passe souvent par une représentation fonctionnaliste du monde social. (117)

L'ethnologue montre aussi la dépendance réciproque longtemps entretenue, aux Etats-Unis, entre l'Etat et les fondations philanthropiques. Non seulement l'action philanthropique est soumise aux incitations fiscales votées par le Congrès. Mais elle a fait aussi régulièrement l'objet d'un soupçon de la part des parlemen-